

---

## **QUATRE ÉLÉMENTS À CONSIDÉRER POUR UNE STRATÉGIE D'INVESTISSEMENT REER EN 2011, SELON LES ÉCONOMISTES DE LA BANQUE LAURENTIENNE**

**Montréal, le 16 février 2011** – Selon les experts du secteur Recherche économique à la Banque Laurentienne, quatre grands facteurs à l'échelle mondiale influenceront sur l'environnement économique de 2011. Ces quatre éléments déterminants sont à considérer dans la stratégie d'investissement à adopter pour tirer avantage des grands mouvements qui auront des répercussions sur l'économie mondiale et, par voie de conséquence, sur l'économie canadienne.

Sébastien Lavoie, économiste en chef adjoint chez Valeurs mobilières Banque Laurentienne (VMBL), a identifié les facteurs cruciaux suivants : « Deux événements survenus récemment aux États-Unis, soit la mise en œuvre de stimulus fiscal et le programme d'achat de 600 milliards de dollars en obligations du Trésor, remettent l'économie américaine dans la bonne direction. Par contre, l'inflation reliée à la hausse du prix des denrées alimentaires, qui affecte surtout les marchés émergents, et la crise des dettes souveraines causeront de la turbulence dans l'environnement économique mondial. »

### **Une remontée à prévoir aux États-Unis**

Les données économiques les plus récentes indiquent que toute l'activité économique perdue lors de la récession a maintenant été retrouvée aux États-Unis. Quelques congés d'impôt et le maintien des allègements fiscaux de l'ère Bush font augmenter le revenu disponible, ce qui stimule les dépenses des ménages. Cependant, le gouvernement américain ne pourra continuer longtemps à soutenir l'économie par des programmes de stimuli fiscaux : « Les États-Unis atteindront leur limite d'emprunt fixée par la loi de 14,3 billions de dollars ce printemps, explique Sébastien Lavoie. Et Washington devra tôt ou tard s'attaquer à son déficit structurel : la dette fédérale se situe présentement à 62 % du PIB, alors qu'elle oscillait entre 30 et 40 % dans les années 1960 et 1970. »

Pour faciliter la transition de la reprise à une expansion durable, de nouveaux emplois doivent être créés. Les entreprises profitables tardent à créer des emplois et à embaucher, mettant en cause la difficulté de trouver des travailleurs qualifiés. Il n'est pas certain que le président de la Fed, Ben Bernanke, sera entièrement satisfait des améliorations aux conditions du marché du travail quand le programme d'achat de 600 milliards de dollars en obligations du Trésor prendra fin en juin. Dans cette optique, d'autres assouplissements sont à prévoir. « Sans création d'emplois, les banques américaines ne démontreront pas beaucoup d'enthousiasme à accorder des prêts », signale Sébastien Lavoie. En somme, on prévoit que l'économie américaine connaîtra une croissance vigoureuse de 3,2 % cette année, soit un peu plus que le taux de 2,9 % enregistré en 2010.

### **Ailleurs dans le monde : deux inquiétudes**

Les mauvaises conditions climatiques enregistrées dans plusieurs régions du monde ont des conséquences : la hausse des coûts des denrées pour l'alimentation. Les effets sont substantiels dans différents pays : la hausse du prix des aliments a entraîné un taux d'inflation qui se situe entre 4 % et 9 % en Chine, en Inde et au Brésil, où les gens dépensent davantage pour se nourrir. Les autorités ont dû commencer à augmenter les taux d'intérêt pour faire face à cet enjeu de taille. Toutefois, les investisseurs ne devraient pas se débarrasser précipitamment de leurs titres dans le secteur des matières premières, indique Sébastien Lavoie : « Le potentiel des pays émergents ne déraillera pas en raison de cette normalisation monétaire en cours : il va légèrement ralentir le rythme de leur croissance. »

Par ailleurs, l'année 2010 a révélé l'ampleur – et les conséquences désastreuses – des gigantesques dettes accumulées dans plusieurs pays européens. Après la Grèce, l'Irlande et le Portugal, c'est au tour de l'Espagne d'être sur la sellette. Dans ce marché, les investisseurs auront intérêt à être sélectifs : « Les contraintes fiscales et une inflation élevée ont replongé le Royaume-Uni dans la récession, explique Sébastien Lavoie. Par contre, la forte expansion de l'Allemagne se poursuit dans une atmosphère de confiance et un faible taux de chômage qu'elle n'avait pas connu depuis 20 ans ». On prévoit donc que le PIB réel de l'ensemble européen continuera d'avancer à un taux raisonnable de 2,5 %.

## **Les répercussions sur l'économie canadienne**

L'économie canadienne devrait bénéficier davantage de l'embellie aux États-Unis que subir les contrecoups des événements en Europe ou de l'inflation provenant des pays émergents. La hausse de la demande aux États-Unis devrait permettre de hausser les volumes d'exportations canadiennes au rythme le plus élevé depuis 2004. « On prévoit tout de même que la croissance du PIB réel au Canada va ralentir, de 3,0 % à 2,0 - 2,5 %, étant donné que les dépenses des ménages, qui étaient le moteur clé de la croissance auparavant, vont faiblir », soutient Sébastien Lavoie. Dans ce contexte, Recherche économique VMBL prévoit que le processus de normalisation du taux directeur ne commencera qu'au troisième trimestre de 2011. Des hausses successives d'un quart de point devraient ramener la cible du taux du financement à un jour près de 2 % d'ici la fin de 2011, et 2,75 % vers la fin de 2012.

L'inflation de plus en plus menaçante, l'agitation dans le monde arabe, et les inquiétudes provenant de la dette européenne pourrait bien faire stagner les marchés boursiers de manière temporaire en 2011. Toutefois, lorsque nous délaissions ces éléments qui invitent à la prudence à court terme et gardons uniquement un œil sur le long terme, les perspectives économiques mondiales favorisent l'investissement dans le marché boursier aux États-Unis, où les grandes multinationales sont en excellente position pour bénéficier du potentiel des pays émergents et d'une devise qui se déprécie. Sans surclasser le marché boursier américain, le S&P/TSX sera néanmoins en mesure de tirer son épingle du jeu grâce au secteur des ressources naturelles. Toutefois, l'endettement des ménages canadiens ne s'allègera pas de sitôt, un contexte moins favorable aux titres de consommation discrétionnaire, bien que certains détaillants profiteront du huard élevé pour réduire le coût de leurs intrants importés et maintenir des marges bénéficiaires élevées. Malgré le début d'un processus de normalisation monétaire et quelques signes inflationnistes, les taux d'intérêt sont encore bas, de sorte que le prix des obligations devrait poursuivre son déclin pour environ deux autres années encore. C'est à ce moment que les rendements obligataires à plus long terme deviendront plus attrayants dans le cadre d'une stratégie d'investissement en vue de la retraite.

## **À propos de la Banque Laurentienne**

La Banque Laurentienne du Canada est une institution bancaire dont les activités s'étendent à l'échelle du Canada. Elle offre à ses clientèles tout un éventail de services financiers diversifiés et se distingue grâce à l'excellence de son service, à son accessibilité et à sa convivialité. La Banque est au service des particuliers et des petites et moyennes entreprises, et elle offre également ses produits à un vaste réseau d'intermédiaires financiers indépendants par l'entremise de B2B Trust. Enfin, elle offre des services de courtage de plein exercice par l'intermédiaire de Valeurs mobilières Banque Laurentienne.

La Banque Laurentienne est solidement implantée au Québec, où elle exploite le troisième plus important réseau de succursales bancaires. Ailleurs au Canada, la Banque est active dans des segments de marché spécifiques. La Banque Laurentienne du Canada gère un actif au bilan de plus de 23 milliards \$, et des actifs administrés de plus de 15 milliards \$. Fondée en 1846, elle emploie aujourd'hui plus de 3 600 personnes.



# Communiqué

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

---

Renseignements :

**Mary-Claude Tardif**

Conseillère

Relations publiques

514 284-4500, poste 4695

[mary-claude.tardif@banquelaurentienne.ca](mailto:mary-claude.tardif@banquelaurentienne.ca)